



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société ACG INDUSTRIE
de respecter les dispositions du code de l'environnement
pour son établissement de GONDECOURT**

Le préfet du Nord par intérim

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret 15 février 2022 nommant monsieur Louis-Xavier THIRODE, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 16 mai 2022 nommant madame Fabienne DECOTTIGNIES, administratrice de l'Etat hors classe, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture du Nord, sous-préfète de Lille ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 mettant fin aux fonctions de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, exercées par M. Georges-François LECLERC, administrateur de l'Etat du 3e grade ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 janvier 1978 autorisant la société établissement Catry à exploiter une usine située rue du marais à GONDECOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2020 fixant à la société ACG INDUSTRIE des prescriptions pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à GONDECOURT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 portant délégation de signature à Mme Fabienne DECOTTIGNIES, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Nord ;

Vu le récépissé de déclaration de reprise d'exploitation du 12 septembre 2012 de la société Arpadis (ex Catry) par la société ACG INDUSTRIE ;

Vu le rapport du 13 octobre 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 27 octobre 2023 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. la société ACG INDUSTRIE a réduit le volume de ses activités classées à enregistrement sous la rubrique 4331 et déclaration sous les rubriques 1450, 2640, 2661.2 et 4130 ;
2. le site n'est à présent plus classé sous ces rubriques ;
3. la société ACG INDUSTRIE a informé le préfet de ce déclassement par courrier du 1^{er} mars 2023 ;
4. au sens de l'article R.512-75-1, la mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains ;
5. les installations classées sous les rubriques 4331, 1450, 2640, 2661.2 et 4130 ont donc été mises à l'arrêt définitif ;
6. la société ACG INDUSTRIE doit donc porter à connaissance du préfet la cessation d'activité de ces installations ;
7. lors de la visite du 12 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que les installations de fabrication de peintures liquides et peintures poudre avaient été démantelées et que des déchets de peintures et solvants étaient toujours présents sur le site ;
8. la société ACG INDUSTRIE n'a pas notifié au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci en indiquant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité ;
9. la société ACG INDUSTRIE n'a pas réalisé la consultation sur l'usage futur qu'il envisage sur les terrains occupés par les installations mises à l'arrêt ;
10. la société ACG INDUSTRIE n'a pas produit de mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés ;
11. La société ACG INDUSTRIE n'a pas effectué de demande expresse et justifiée pour différer la réhabilitation et la consultation sur l'usage futur conformément à l'article R. 512-39 du code de l'environnement ;
12. ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles R. 512-39-1 à 3 du code de l'environnement qui disposent:

« Article R512-39-1 : I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.[...] »

« Article R512-39-2 : II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.[...] »

« Article R512-39-3 : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.[...] »

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société ACG INDUSTRIE, dont le siège social sis rue du marais 59147 GONDECOURT est mise en demeure, pour son établissement de GONDECOURT situé à la même adresse, de respecter :

- dans un délai de trois mois pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement en transmettant au préfet du Nord le mémoire précisant les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer la mise en sécurité telle que définie au IV de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement ;
- dans un délai de trois mois pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement en réalisant la consultation sur l'usage futur ou le cas échéant en réalisant une demande expresse et justifiée pour différer la consultation sur l'usage futur conformément à l'article R. 512-39 du code de l'environnement ;
- dans un délai de neuf mois pris à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement en transmettant au préfet du Nord un mémoire de réhabilitation ou le cas échéant en réalisant une demande expresse et justifiée pour différer la réhabilitation conformément à l'article R. 512-39 du code de l'environnement.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télerecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de GONDECOURT ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

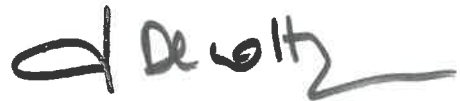
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de GONDECOURT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;

- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le 25 JAN. 2024

Pour le préfet par intérim et par
délégation,
la secrétaire générale



Fabienne DECOTTIGNIES